

Paris, le 31/03/2006

## **En France aujourd'hui une dictature déguisée en démocratie !**

Il ne suffit pas à Jacques Chirac et à son gouvernement de convertir nos nécessités de base que sont l'eau, l'électricité, le gaz, la santé, la protection sociale et l'éducation, en articles de consommation, il veulent maintenant brader la jeunesse aux groupes économiques.

Par une mesure qui nie les jeunes, le gouvernement prétend adapter la population au diktats du marché économique en faisant supporter tous les risques aux travailleurs, pendant que les actionnaires continueront d'engranger des marges toujours plus colossales.

En réponse à cette loi injuste adoptée à marche forcée, un gigantesque mouvement social impulsé par une jeunesse bouillonnante qui affirme sa résistance non-violente, s'est levé. Quel choc de voir des images de CRS qui chargent des jeunes alors que ceux-ci scandent « étudiants non violents » !

Bien qu'il ait été élu par 82% des votants, ses gouvernements sont restés sourds aux demandes du peuple et ont usé de la force, de la répression et de méthodes anti-démocratiques, comme lors du passage de la loi Fillon, lors du conflit de la SNCF, lors des émeutes dans les banlieues et ceci malgré les signes forts de la population, lors des manifestations de 2003 contre le plan des retraites, celles de 2005 contre la loi Fillon, lors du référendum sur la constitution européenne, et plus récemment lors des appels au calme dans les banlieues et durant l'expression des jeunes face à cette crise déclenchée par une loi injuste et dangereuse.

Nous ne laisserons pas un gouvernement dictatorial violenter la population et l'accuser de ne pas être assez moderne, adaptable, flexible. C'est le gouvernement et son modèle libéral qui sont vieux, rigides et inadaptés. Le mouvement social lui est riche de la diversité de ses générations, cultures, milieux sociaux. En lui se trouve le germe d'un futur nouveau.

Et en vérité le CPE est un prétexte, c'est la goutte d'eau qui fait tout déborder, la vérité est que les jeunes ne veulent plus vivre dans ce monde éteint.

Le Parti Humaniste renouvelle son soutien à la jeunesse porteuse d'espoir, à la grève générale du 4 avril et à toutes les grèves qui suivront tant que le CPE et la loi « égalité des chances » ne seront pas retirées.

Le Parti Humaniste rappelle que dans une telle situation, la loi de responsabilité politique qu'il propose depuis 1984, permettrait de pousser à la démission ce président irresponsable.

**En ce sens nous demandons la démission de Jacques Chirac et la tenue immédiates d'élections afin d'élire un président capable de nommer un gouvernement démocratique.**



Alain Ducq  
Président du Parti Humaniste